

Overwegende dat bij het openen of openhouden van die sectoren echter rekening moet worden gehouden met de epidemiologische situatie in het Duitse taalgebied en in het bijzonder met de verspreiding van het coronavirus (COVID-19);

Overwegende dat het belang van de betrokken sectoren vanuit sociaal en economisch oogpunt vereist dat maatregelen worden genomen die de opening van deze sectoren combineren met het voorkomen van het gezondheidsrisico dat verbonden is aan de overbezetting van ziekenhuisbedden door patiënten met een besmetting met het coronavirus (COVID-19);

Overwegende dat het om deze redenen raadzaam is preventieve maatregelen te nemen in de mate die strikt noodzakelijk is om de gezondheid te beschermen en overbelasting van de gezondheidszorg te voorkomen;

Overwegende dat de kans op besmetting het grootst is bij massa-evenementen, sportwedstrijden en alle activiteiten en evenementen in de voorzieningen uit de recreatiesector, feestsector en cultuursector met 50 of meer personen binnen of met 100 of meer personen buiten; dat dit ook geldt voor kerstmarkten en carnavalsactiviteiten; dat het daarom raadzaam is het gebruik van het COVID Safe Ticket verplicht te stellen om het besmettingsgevaar tot een minimum te beperken en tegelijk dergelijke evenementen te laten plaatsvinden of dergelijke voorzieningen open te kunnen houden;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** - In artikel 3.7, eerste lid, van het besluit van de Regering van 21 januari 2021 tot vaststelling van maatregelen ter voorkoming van de verspreiding van het coronavirus (COVID-19), ingevoegd bij het besluit van 29 oktober 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 1° wordt aangevuld met de woorden „, met inbegrip van kerstmarkten, carnavalsactiviteiten of sportwedstrijden die niet plaatsvinden in sportcentra als vermeld in 3<sup>o</sup>“;

2° in de bepaling onder 3° worden de woorden „200 bezoekers“ vervangen door de woorden „100 bezoekers“;

3° de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt:

„4° voorzieningen die behoren tot de cultuursector, feestsector en recreatiesector;“

4° de bepaling onder 5° wordt opgeheven.

**Art. 2.** - Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

**Art. 3.** - De minister bevoegd voor Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 25 november 2021.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH  
De Viceminister-President,  
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,  
A. ANTONIADIS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/205575]

**18 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes et en particulier, articles 2, 6, 10 à 16, 17bis, 18, 18bis, 19, 20bis, 20quater, 25, 26, 27, 31, 57bis, 63, § 2, 1°, et 64 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2021 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie;

Vu le rapport du 14 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 juin 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2021;

Vu l'avis 70.258/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la nécessité d'actualiser diverses dispositions, entre autres pour donner suite à la nouvelle structure du Service public de Wallonie;

Considérant la nécessité d'adapter la procédure relative aux recours administratifs afin de permettre un fonctionnement optimal de l'administration dans l'intérêt du redevable, entre autres pour donner suite à la reprise du service du précompte immobilier;

Considérant enfin la nécessité d'adapter diverses dispositions afin d'obtenir un texte plus accessible et plus compréhensible au redevable;

Sur la proposition du Ministre des Finances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> receveur : le fonctionnaire du Service public de Wallonie Finances qui est chargé du recouvrement des créances fiscales au bénéfice de la Région wallonne, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction. ».

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, est abrogé.

**Art. 3.** L'article 3 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Les fonctionnaires visés à l'article 2 du décret, chargés de recevoir et de vérifier les déclarations, sont :

1<sup>o</sup> pour l'application de la taxe de circulation, de la taxe de mise en circulation, de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, de la taxe sur les automates, et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, les fonctionnaires du Département de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Finances;

2<sup>o</sup> pour l'application des taxes sur les déchets et des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, les fonctionnaires du Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. ».

**Art. 4.** Dans le chapitre II du même arrêté, il est inséré un article *3bis* rédigé comme suit :

« Art. *3bis*. Pour ce qui concerne les déclarations déposées relativement aux taxes sur les déchets, le service mentionné à l'article 3 chargé de recevoir et de vérifier les déclarations accuse réception de la déclaration, dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de ladite déclaration. ».

**Art. 5.** Dans l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mars 2012, le mot « wallon » est à chaque fois qu'il apparaît, abrogé.

**Art. 6.** L'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Le service visé à l'article 6 du décret et chargé de délivrer la formule de déclaration est :

1<sup>o</sup> pour l'application du précompte immobilier, de la taxe de circulation, de la taxe de mise en circulation, de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, de la taxe sur les automates, et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, le Département de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Finances;

2<sup>o</sup> pour l'application des taxes sur les déchets et des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, le Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. ».

**Art. 7.** L'article *5bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, est abrogé.

**Art. 8.** L'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le service visé aux articles 10 à 16 du décret est :

1<sup>o</sup> pour l'application du précompte immobilier, de la taxe de circulation, de la taxe de mise en circulation, du prélèvement kilométrique, de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, de la taxe sur les automates, de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, le Département de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Finances;

2<sup>o</sup> pour l'application des taxes sur les déchets et des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, le Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. ».

**Art. 9.** Dans l'article *6bis* du même arrêté, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Finances, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. ».

**Art. 10.** L'article 7 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le fonctionnaire visé à l'article 18 du décret, est l'inspecteur général du Département de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Finances, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et en application de l'article D.282 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, en ce qui concerne les taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau et les taxes sur les déchets, les rôles sont formés par le Directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui, et rendus exécutoires par le Directeur général du Service public de Wallonie Finances, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. ».

**Art. 11.** L'article 8 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Le service visé aux articles 17*bis*, 18*bis*, 19 et 20*bis* du décret est :

1° pour l'application du précompte immobilier, de la taxe de circulation, de la taxe de mise en circulation, du prélèvement kilométrique, de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, de la taxe sur les automates, de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, le Département de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Finances;

2° pour l'application des taxes sur les déchets et des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, le Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. ».

**Art. 12.** Dans le Chapitre III du même arrêté, il est inséré un nouvel article 8*bis* rédigé comme suit :

« Art. 8*bis*. Le fonctionnaire visé à l'article 20*quater* du décret est :

1° pour l'application du précompte immobilier, de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, de la taxe sur les automates, de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, le directeur de la Direction de l'établissement du précompte immobilier et des taxes spécifiques du Département de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Finances, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui;

2° pour l'application de la taxe de circulation et de la taxe de mise en circulation, le directeur de la Direction de l'établissement de la fiscalité des véhicules du Département de l'Établissement et du Contrôle du Service Public de Wallonie Finances, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. ».

**Art. 13.** L'article 9 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire chargé de statuer sur les recours visés aux articles 25 et 26 du décret est :

1° pour l'application du précompte immobilier, de la taxe de circulation, de la taxe de mise en circulation, du prélèvement kilométrique, de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, de la taxe sur les automates, de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, le directeur de la Direction du Contentieux administratif du Département du Contentieux et du Support juridique du Service public de Wallonie Finances, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui;

2° pour l'application des taxes sur les déchets et des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, le directeur de la Direction des Instruments économiques et des Outils financiers du Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui.

§ 2. Le fonctionnaire chargé de statuer sur les recours visés à l'article 27 du décret est :

1° pour l'application du précompte immobilier, de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, de la taxe sur les automates, de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, le directeur de la Direction de l'établissement du précompte immobilier et des taxes spécifiques du Département de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Finances, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui;

2° pour l'application de la taxe de circulation et de la taxe de mise en circulation, le directeur de la Direction de l'établissement de la fiscalité des véhicules du Département de l'Établissement et du Contrôle du Service Public de Wallonie Finances, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui;

3° pour l'application des taxes sur les déchets et des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, le directeur de la Direction des Instruments économiques et des Outils financiers du Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. ».

**Art. 14.** L'article 10 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Le fonctionnaire visé à l'article 31 du décret, est l'inspecteur général du Département de la Perception et du Recouvrement du Service public de Wallonie Finances, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. ».

**Art. 15.** L'article 11 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. La taxe est payable au receveur. ».

**Art. 16.** Dans l'article 12*ter*, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Finances ».

**Art. 17.** Dans l'article 22 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019, les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Finances ».

**Art. 18.** Dans l'article 22*bis*, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le service visé à l'article 63, § 2, 1°, du décret est la Direction des Instruments économiques et des Outils financiers du Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. ».

**Art. 19.** L'article 22*ter* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2018, et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22*ter*. Le service visé à l'article 57*bis* du décret est le Département de la Perception et du Recouvrement du Service public de Wallonie Finances. ».

**Art. 20.** L'article 23 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. Le service visé à l'article 64 du décret est le Service public de Wallonie Finances.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le service visé à l'article 64 du décret, pour l'application des taxes sur les déchets et des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau est le Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. ».

**Art. 21.** Le Ministre qui a les finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 18 novembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/205575]

#### 18. NOVEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, insbesondere der Artikel 2, 6, 10 bis 16, 17bis, 18, 18bis, 19, 20bis, 20quater, 25, 26, 27, 31, 57bis, 63 § 2 Ziffer 1 und 64;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2021 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 zur Festlegung des Stellenplans des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

Aufgrund des Berichts vom 14. Juni 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 18. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. Juli 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 28. Oktober 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 70.258/4;

In Erwägung der Notwendigkeit, verschiedene Bestimmungen zu aktualisieren, unter anderem um der neuen Struktur des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gerecht zu werden;

In Erwägung der Notwendigkeit, das Verfahren in Bezug auf administrative Beschwerden anzupassen, um ein optimales Funktionieren der Verwaltung im Interesse der Steuerpflichtigen zu ermöglichen, unter anderem, um der Übernahme des Dienstes des Immobiliensteuervorabzugs Folge zu leisten;

In Erwägung schließlich der Notwendigkeit, verschiedene Bestimmungen anzupassen, um einen für den Steuerpflichtigen leichter zugänglichen und verständlicheren Text zu erhalten;

Auf Vorschlag des Ministers für Finanzen;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben wird die Ziffer 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"3<sup>o</sup> Einnahmer: der Beamte des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finances, der mit der Beitreibung von Steuerforderungen zugunsten der Wallonischen Region beauftragt ist, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt. "

**Art. 2** - Artikel 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, wird aufgehoben.

**Art. 3** - Artikel 3 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 3 - Die in Artikel 2 des Dekrets erwähnten Beamten, die damit beauftragt sind, die Erklärungen in Empfang zu nehmen und zu überprüfen, sind:

1<sup>o</sup> für die Anwendung der Verkehrssteuer, der Inbetriebsetzungssteuer, der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer, der Steuer auf Automaten und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke: die Beamten der Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finances;

2<sup>o</sup> für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik: die Beamten der Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt."

**Art. 4** - In Kapitel II desselben Erlasses wird ein wie folgt lautender Artikel 3bis eingefügt:

"Art. 3bis - Was die in Bezug auf die Abgaben für Abfälle eingereichten Erklärungen betrifft, bestätigt der in Artikel 3 genannte, mit dem Empfang und der Überprüfung der Erklärungen beauftragte Dienst den Empfang der Erklärung binnen einer Frist von zehn Werktagen ab dem Eingang der besagten Erklärung."

**Art. 5** - In Artikel 4 Paragraf 1 desselben Erlasses, zuletzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. März 2012 abgeändert, wird das Wort "wallonisch" in allen Formen jedes Mal, wenn es auftaucht, aufgehoben.

**Art. 6** - Artikel 5 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 5 - Der in Artikel 6 des Dekrets erwähnte, mit der Aushändigung des Erklärungsformulars beauftragte Dienst ist:

1° für die Anwendung des Immobiliensteuervorabzugs, der Verkehrssteuer, der Inbetriebsetzungssteuer, der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer, der Steuer auf Automaten und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke: die Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen;

2° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik: die Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt."

**Art. 7** - Artikel *5bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, wird aufgehoben.

**Art. 8** - Artikel 6 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 6 - Der in den Artikeln 10 bis 16 des Dekrets genannte Dienst ist:

1° für die Anwendung des Immobiliensteuervorabzugs, der Verkehrssteuer, der Inbetriebsetzungssteuer, der Kilometerabgabe, der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer, der Steuer auf Automaten und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke: die Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen;

2° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik: die Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt."

**Art. 9** - In Artikel *6bis* Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009 werden die Wörter "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte" ersetzt."

**Art. 10** - Artikel 7 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 7 - Der in Artikel 18 des Dekrets erwähnte Beamte ist der Generalinspektor der Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte.

"Was die Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik und die Abgaben für Abfälle betrifft, werden die Heberollen, in Abweichung von Absatz 1 und in Anwendung von Artikel D.282 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, von dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder dem Beamten, der diese Funktion ausübt, dem von ihm bevollmächtigten Beamten, gebildet und von dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen, oder dem Beamten, der diese Funktion ausübt, oder dem von ihm bevollmächtigten Beamten, für vollstreckbar erklärt."

**Art. 11** - Artikel 8 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 8 - Der in den Artikeln *17bis*, *18bis*, 19 und *20bis* des Dekrets erwähnte Dienst ist:

1° für die Anwendung des Immobiliensteuervorabzugs, der Verkehrssteuer, der Inbetriebsetzungssteuer, der Kilometerabgabe, der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer, der Steuer auf Automaten und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke: die Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen;

2° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik: die Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt."

**Art. 12** - In Kapitel III desselben Erlasses wird ein neuer, wie folgt lautender Artikel *8bis* eingefügt:

"Art. § *8bis* - Der in Artikel *20quater* des Dekrets erwähnte technische Beamte ist:

1° für die Anwendung des Immobiliensteuervorabzugs, der Verkehrssteuer, der Inbetriebsetzungssteuer, der Kilometerabgabe, der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer, der Steuer auf Automaten und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke: der Direktor der Direktion der Festlegung des Immobiliensteuervorabzugs und der spezifischen Steuern der Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte;

2° für die Anwendung der Verkehrssteuer und der Inbetriebsetzungssteuer: der Direktor der Direktion der Festsetzung der Fahrzeugsteuern der Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte;"

**Art. 13** - Artikel 9 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 9 - § 1. Der Beamte, der damit beauftragt ist, über die in Artikel 25 und 26 des Dekrets erwähnten Beschwerden zu entscheiden, ist:

1° für die Anwendung des Immobiliensteuervorabzugs, der Verkehrssteuer, der Inbetriebsetzungssteuer, der Kilometerabgabe, der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer, der Steuer auf Automaten und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke: der Direktor der Direktion der Verwaltungsstreitsachen der Abteilung Streitsachen und juristische Unterstützung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte;

2° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik: der Direktor der Direktion der Wirtschaftsinstrumente und der Finanzinstrumente der Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte.

§ 2. Der Beamte, der damit beauftragt ist, über die in Artikel 27 des Dekrets erwähnten Beschwerden zu entscheiden, ist:

1° für die Anwendung des Immobiliensteuervorabzugs, der Verkehrssteuer, der Inbetriebsetzungssteuer, der Kilometerabgabe, der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer, der Steuer auf Automaten und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke: der Direktor der Direktion der Festlegung des Immobiliensteuervorabzugs und der spezifischen Steuern der Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte;

2° für die Anwendung der Verkehrssteuer und der Inbetriebsetzungssteuer: der Direktor der Direktion der Festsetzung der Fahrzeugsteuern der Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte;

3° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik: der Direktor der Direktion der Wirtschaftsinstrumente und der Finanzinstrumente der Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte."

**Art. 14** - Artikel 10 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 10 - Der in Artikel 31 des Dekrets erwähnte Beamte ist der Generalinspektor der Abteilung Erhebung und Beitreibung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte."

**Art. 15** - Artikel 11 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2017, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 11 - Die Steuer bzw. Abgabe ist dem Einnehmer zu zahlen."

**Art. 16** - In Artikel 12<sup>ter</sup> § 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013 werden die Wörter "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt.

**Art. 17** - In Artikel 22 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019, werden die Wörter "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt.

**Art. 18** - In Artikel 22 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019, wird Paragraph 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Der in Artikel 63 § 2 Ziffer 1 des Dekrets erwähnte Dienst ist die Direktion der Wirtschaftsinstrumente und der Finanzinstrumente der Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt."

**Art. 19** - Artikel 22<sup>ter</sup> desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2018 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 22<sup>ter</sup> - Der in Artikel 57<sup>bis</sup> des Dekrets erwähnte Dienst ist die Abteilung Erhebung und Beitreibung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen."

**Art. 20** - Artikel 23 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 23 - Der in Artikel 64 des Dekrets erwähnte Dienst ist der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen.

Abweichend von Absatz 1 ist der in Artikel 64 des Dekrets erwähnte Dienst für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik die Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt. ».

**Art. 21** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. November 2021

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen  
J.-L. CRUCKE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/205575]

**18 NOVEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, inzonderheid op de artikelen 2, 6, 10 tot 16, 17bis, 18, 18bis, 19, 20bis, 20quater, 25, 26, 27, 31, 57bis, 63, § 2, 1°, en 64;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, zoals gewijzigd

Besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2021 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 betreffende de organieke personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het verslag van 14 juni 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 juni 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juli 2021;

Gelet op advies nr. 70.258/4 van de Raad van State, gegeven op 28 oktober 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat verschillende bepalingen moeten worden bijgewerkt, onder meer om gevolg te geven aan de nieuwe structuur van de Waalse Overheidsdienst;

Overwegende dat de procedure inzake administratief beroep moet worden aangepast om de administratie in staat te stellen optimaal te functioneren in het belang van de belastingplichtige, onder meer om de hervatting van de dienst van de onroerende voorheffing op te volgen;

Overwegende ten slotte dat verschillende bepalingen moeten worden aangepast om tot een tekst te komen die toegankelijker en begrijpelijker is voor de belastingplichtige;

Op de voordracht van de Minister van Financiën;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen wordt punt 3° vervangen als volgt :

"3° ontvanger : de ambtenaar van de Waalse Overheidsdienst Financiën die belast is met de invordering van belastingvorderingen ten gunste van het Waalse Gewest, of de ambtenaar die deze functie uitoefent."

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019, wordt vervangen door wat volgt :

"Art.3. De ambtenaren bedoeld in artikel 2 van het decreet belast met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften zijn :

1° voor de toepassing van de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting, de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op automatische ontspanningstoestellen, de belasting op de automaten, de belasting op de opening van slijterijen van gegiste dranken, de ambtenaren van het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën;

voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid, de ambtenaren van het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu."

**Art. 4.** In hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 3bis. In het geval van aangiften betreffende de belasting op de afvalstoffen bevestigt de in artikel 3 bedoelde dienst die belast is met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften, de ontvangst van de aangifte binnen tien werkdagen na ontvangst van de aangifte."

**Art. 5.** In artikel 4, paragraaf 1, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 maart 2012, wordt het woord "Waalse" telkens geschrapt.

**Art. 6.** Artikel 5 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 5. De in artikel 6 van het decreet bedoelde dienst die belast is met de aflevering van het aangifteformulier, bestaat uit :

1° voor de toepassing van de onroerende voorheffing, de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting, de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op automatische ontspanningstoestellen, de belasting op de automaten, de belasting op de opening van slijterijen van gegiste dranken, het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën;

2° voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid, het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu."

**Art. 7.** Artikel 5bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 6 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 6. De in de artikelen 10 tot 16 van het decreet bedoelde dienst bestaat uit :

1° voor de toepassing van de onroerende voorheffing, de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting, de kilometerheffing, de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op automatische ontspanningstoestellen, de belasting op de automaten, de belasting op afgedankte bedrijfsruimtes en de belasting op de opening van slijterijen van gegiste dranken, het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën;

2° voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid, het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu."

**Art. 9.** In artikel 6bis van hetzelfde besluit worden in lid 1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009, de woorden "van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "van de Waalse Overheidsdienst Financiën, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar."

**Art. 10.** Artikel 7 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 7. De in artikel 18 van het decreet bedoelde ambtenaar is de inspecteur-generaal van de dienst Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar.

In afwijking van de eerste alinea en in toepassing van artikel D.282 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid en de belastingen op de afvalstoffen, worden de kohieren opgesteld door de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem gedelegeerde ambtenaar, en uitvoerbaar verklaard door de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Financiën, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar."

**Art. 11.** Artikel 8 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 8. De in de artikelen 17bis, 18bis, 19 en 20bis van het decreet bedoelde dienst bestaat uit :

1° voor de toepassing van de onroerende voorheffing, de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting, de kilometerheffing, de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op automatische ontspanningstoestellen, de belasting op de automaten, de belasting op afgedankte bedrijfsruimtes en de belasting op de opening van slijterijen van gegiste dranken, het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën;

2° voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid, het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu."

**Art. 12.** In Hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 8bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 8bis. De in artikel 20quater van het decreet bedoelde ambtenaar is :

1° voor de toepassing van de onroerende voorheffing, de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op automatische ontspanningstoestellen, de belasting op de automaten, de belasting op afgedankte bedrijfsruimtes en de belasting op de opening van slijterijen van gegiste dranken, de directeur van de Directie van de vestiging van de onroerende voorheffing en van de specifieke belastingen van het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar;

2° voor de toepassing van de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting, de directeur van de Directie van de vestiging van de voertuigenfiscaliteit van het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar."

**Art. 13.** Artikel 9 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 9. § 1. De ambtenaar die moet beslissen over de in artikelen 25 en 26 van het decreet bedoelde beroepen bestaat uit :

1° voor de toepassing van de onroerende voorheffing, de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting, de kilometerheffing, de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op automatische ontspanningstoestellen, de belasting op de automaten, de belasting op afgedankte bedrijfsruimtes en de belasting op de opening van slijterijen van gegiste dranken, de directeur van de Directie Administratieve Geschillen van het Departement Geschillen en Juridische Ondersteuning van de Waalse Overheidsdienst Financiën, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar;

2° voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid, de directeur van de Directie Economische en Financiële Instrumenten van het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar.

§ 2. De ambtenaar die moet beslissen over de in artikel 27 van het decreet bedoelde beroepen bestaat uit :

1° voor de toepassing van de onroerende voorheffing, de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op automatische ontspanningstoestellen, de belasting op de automaten, de belasting op afgedankte bedrijfsruimtes en de belasting op de opening van slijterijen van gegiste dranken, de directeur van de Directie van de vestiging van de onroerende voorheffing en van de specifieke belastingen van het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem gedelegeerde ambtenaar;

2° voor de toepassing van de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting, de directeur van de Directie van de vestiging van de voertuigenfiscaliteit van het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar;

3° voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid, de directeur van de Directie Economische en Financiële Instrumenten van het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar."



**Art. 14.** Artikel 10 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 10. De in artikel 31 van het decreet bedoelde ambtenaar is de inspecteur-generaal van het Departement Inning en Invordering van de Waalse Overheidsdienst Financiën, of de ambtenaar die deze functie uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar.”.

**Art. 15.** Artikel 11 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2017, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 11. De belasting moet aan de ontvanger worden betaald.”.

**Art. 16.** In artikel 12ter, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, worden de woorden “van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “van de Waalse Overheidsdienst Financiën”.

**Art. 17.** In artikel 22 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019, worden de woorden “van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “van de Waalse Overheidsdienst Financiën”.

**Art. 18.** In artikel 22bis, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019, wordt paragraaf 2 vervangen door wat volgt:

“§ 2. De dienst bedoeld in artikel 63, § 2, 1°, van het decreet is de Directie Financiële en Economische Instrumenten van het Departement Bodems en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu.”.

**Art. 19.** Artikel 22ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2018 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 22ter. De dienst bedoeld in artikel 57bis van het decreet is het Departement Inning en Invordering van de Waalse Overheidsdienst Financiën.”.

**Art. 20.** Artikel 23 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 23. De dienst bedoeld in artikel 64 van het decreet is de Waalse Overheidsdienst Financiën.

In afwijking van het eerste lid is de dienst bedoeld in artikel 64 van het decreet, voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid, het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.”.

**Art. 21.** De Minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 november 2021.

Voor de Regering:  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
J.-L. CRUCKE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/34031]

**18 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon désignant l'organisme payeur pour la gestion et le contrôle des dépenses relevant du FEAGA et du FEADER et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2015 désignant l'organisme payeur de Wallonie pour les fonds FEAGA et FEADER et abrogeant les articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2013 désignant l'organisme payeur de Wallonie pour les Fonds FEAGA et FEADER, et instituant un comité de suivi de l'organisme payeur de Wallonie**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n°485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n°922/72, (CEE) n°234/79, (CE) n°1037/2001 et (CE) n°1234/2007 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n°907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro;

Vu le règlement d'exécution (UE) n°908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, articles D.4, D.252, D.253, D.254, modifiés par les décrets du 17 juillet 2018 et 8 juillet 2021, et D.256;

Vu l'Accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un service commun d'audit, dénommé « Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie », tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2015 désignant l'organisme payeur de Wallonie pour les fonds FEAGA et FEADER et abrogeant les articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2013 désignant l'organisme payeur de Wallonie pour les Fonds FEAGA et FEADER, et instituant un comité de suivi de l'organisme payeur de Wallonie;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2021 portant sur la gestion et les missions de l'organisme payeur;